

plus grand bien, non seulement des provinces atlantiques, mais de l'ensemble du Canada.

Nous pouvons compter que le gouvernement fédéral passera à l'action dans certains domaines grâce à l'Office d'expansion. Il n'a pas besoin d'attendre que d'autres recherches et études soient accomplies par l'Office proposé. Nous espérons que ce n'est pas uniquement une autre commission royale sur laquelle le gouvernement va tenter de rejeter ses responsabilités, en remettant à plus tard le jour néfaste où il sera finalement forcé, par l'opinion publique, d'apporter les changements nécessaires. Nous connaissons la Commission Rowell-Sirois. Dernièrement, nous nous sommes familiarisés avec la Commission Rand, qui devait étudier l'élaboration de politiques à long terme quant à l'industrie du charbon, et enquêter à ce sujet. Où est le rapport? Où sont les politiques? Où est le programme à long terme? Combien de temps devons-nous attendre celui-ci? Nous avons eu commission sur commission, étude sur étude. Il nous faut des études supplémentaires, bien sûr, mais nous voulons des actes dès maintenant.

Par exemple, monsieur le président, l'un des domaines où le gouvernement fédéral, grâce à l'Office d'expansion économique de la région atlantique que l'on veut instituer, pourrait profiter de certaines recherches, c'est celui de l'instauration de politiques commerciales plus libres dans la région atlantique du Canada. Nous devrions tous admettre, je crois, que toutes nos négociations sur les droits de douane, depuis 1867, ont été menées en vue de l'expansion d'un pays dont le centre soit fortement industrialisé. Eh bien, à mon sens, l'heure est venue d'accorder désormais une attention spéciale aux provinces de l'Atlantique dans nos négociations sur les droits de douane. On peut rappeler les possibilités de la sidérurgie dans les provinces atlantiques. Dans un régime commercial plus libre, on peut envisager avec optimisme le potentiel qui existe, par exemple, dans la région de Trenton-Pictou, en Nouvelle-Écosse, actuellement livrée à un profond marasme. Si nous pouvions nous entendre avec les États-Unis, sur une base de libre-échange, pour expédier une partie de nos voitures et de nos essieux dans cette région des États-Unis, nous pourrions assurer le développement de l'une des plus grandes industries du pays.

C'est un des domaines où la Communauté économique européenne et les États-Unis produisent 80 p. 100 des matériaux, ce qui les rendrait admissibles à une réduction complète du tarif. Il nous serait alors possible d'exporter de l'acier brut et de l'acier de construction. Ce genre de choses, à mon sens, se rattache plus à un programme à long terme

[M. MacInnis.]

qu'à des recherches et à des études supplémentaires. On pourrait y voir immédiatement, et j'espère que le gouvernement ne va pas les laisser de côté.

Une des choses qui nous inquiètent à propos de l'Office d'expansion, c'est la question des finances. Comme l'ont dit plusieurs de ceux qui ont parlé avant moi—et si je le répète, c'est tout simplement pour le rappeler—nous ne pouvons résoudre les problèmes de la région uniquement dans tel ou tel secteur de l'économie. Il faut un programme coordonné d'expansion qui vise à la fois le secteur public et le secteur privé. C'est dire qu'il faut avoir les fonds nécessaires pour stimuler l'activité économique. C'est dire qu'on aura besoin d'argent pour semer l'enthousiasme et l'optimisme dans certains secteurs capitalistes de notre pays. C'est dire que le gouvernement devra donner le ton et affecter des crédits considérables à la mise en valeur des ressources de cette région du Canada.

J'aurais un mot à dire au sujet de l'attitude du député de Red-Deer. Je n'ai pas son texte mot à mot, mais il a dit en somme que nous devons cesser de penser à de nouveaux régimes de bien-être et, surtout, à des cadeaux du gouvernement fédéral. Je reconnais avec lui que tel n'est pas l'objectif, que ce n'est pas l'idéal en fait de programme d'expansion économique pour notre région. Par contre, je lui demande d'étudier d'autres rapports émanant des provinces atlantiques, d'étudier toutes les déclarations des représentants d'industries existantes dans la région, de l'industrie de l'acier et d'autres. On doit reconnaître comme un fait admis que, pour attirer de nouvelles industries dans une région, il faut être en mesure d'assurer les services essentiels normaux aux enfants de ceux qui viendront s'y établir pour diriger ces compagnies, comme, par exemple, les administrateurs et les autres.

Il est essentiel que la Nouvelle-Écosse puisse doter ses habitants d'un niveau d'installations éducatives identique à celui de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique. Cela s'applique également aux institutions hospitalières, aux routes et autres domaines. L'honorable député de Red-Deer hoche la tête, mais c'est l'impression qu'il a donnée. Nous ne pouvons le réaliser pour le moment, car nous n'avons pas la même assiette d'impôts, et un pareil effort exigerait que nous les augmentions. On ne peut attirer des industries dans une région si elles se voient frappées d'impôts si lourds qu'elles ne peuvent tenir le coup ni vendre leurs produits sur une base qui leur permette de faire face à la concurrence. Il n'y a qu'une solution, qu'un moyen de tourner la difficulté pour le moment: un plan temporaire d'assistance gouvernementale qui permettra à la province,